



Communiqué de presse Collectif Citoyen de Défense des Axes Sud Normandie, SOS Gares et Convergence Nationale Rail

NORMANDIE : PRIVATISATION DES ÉTOILES FERROVIAIRES = MOINS DE TRAINS, PLUS DE FRIC ! Le Conseil Régional sacrifie le service public sur l'autel du privé !

En l'absence totale de transparence et de débat, la décision du Pdt Conseil Régional de Normandie de confier l'exploitation de l'étoile ferroviaire de Caen, puis, progressivement l'ensemble des étoiles normandes à des opérateurs privés, est une nouvelle attaque contre le service public ferroviaire et la poursuite de son démantèlement.

Cette démarche est soutenue par la FNAUT qui prétend parler au nom de tous les usagers pour soutenir le dogme libéral de l'ouverture à la concurrence et depuis peu, avec des organisations libérales et le MEDEF, avance l'idée d'une augmentation des tarifs au quotidien pour financer les infrastructures...

Force est de constater qu'aucun enseignement n'a été tiré des pays européens qui ont mis en place l'ouverture à la concurrence de leurs trains régionaux et qui reviennent en arrière. Cela, en regard des problèmes liés à la régularité, aux surcoûts, à la désorganisation du modèle ferroviaire générateur de nombreux dysfonctionnements et la cause de nombreux retards (en Allemagne seulement 40% des trains à l'heure).

Comme le dénonce la CGT Cheminots Normandie, cette privatisation « tourne le dos aux attentes des usagers et des cheminots » et menace directement la qualité, l'accessibilité et le coût du transport ferroviaire en Normandie.

Un service public démantelé, des territoires abandonnés !

La privatisation de l'étoile de Caen n'est qu'une première étape. Comme le souligne le Collectif Citoyen de défense des Axes Sud Normandie, SOS Gares et Convergence Nationale Rail, la mise en concurrence « entrainera une fragmentation du réseau, rendant difficile la coordination entre les différents opérateurs », avec pour conséquences :

- **La suppression de lignes peu rentables**, laissant des territoires entiers sans desserte ferroviaire (déjà engagée avec la fermeture des lignes Serqueux-Gisors, Le Havre-Rolleville...).
- **La réduction des fréquences**, avec des trains bondés aux heures de pointe et des déserts ferroviaires en dehors.
- **La fin de la coordination entre TER et Inter-cités**, rendant les correspondances impossibles et les trajets plus longs,
- **L'impossibilité de rouvrir certaines lignes (Caen-Flers, Evreux-Louviers) ou la mise en place de nouveaux TER dans les zones peu ou pas desservies (Dreux-Granville et Granville-Rennes).**

Résultat : Les usagers paieront plus cher pour un service moins fiable, tandis que les zones rurales seront sacrifiées sur l'autel de la rentabilité. **Une gabegie financière : le privé coûte plus cher au contribuable.**

Contrairement aux promesses, la privatisation ne fera pas économiser un euro à la collectivité. Bien au contraire. **Ce sont déjà 27 millions de dépensés pour embaucher des cadres et mettre en**

place de nouvelles structures qui vont se superposer à celles de la SNCF. Ce sera le doublement d'infrastructures existantes (ateliers d'entretien) financés par la région.

Les subventions publiques continueront, mais iront grossir les profits des opérateurs privés plutôt que financer un service public de qualité. **Sur Nice Marseille, le coût du kilomètre TER facturé est passé de 15 € pour la SNCF à plus de 20 € pour Transdev !!!! Par contre les tarifs sociaux ont disparu !**

Les coûts de gestion exploseront : multiplication des contrats, surcoûts de coordination, frais de contrôle... La facture sera salée pour les contribuables normands.

Les tarifs augmenteront, comme partout où le ferroviaire a été privatisé. En Grande-Bretagne, la libéralisation a conduit à des prix élevés et un service dégradé, poussant le pays à renationaliser progressivement son réseau. 7 pays au niveau européen sont en passe de revenir en arrière.

Cela au moment où Mr Morin, pdt de Région, a décidé avec sa majorité de ne pas percevoir le **versement mobilité régional** qui prive la Région de plus de 45 millions d'euros chaque année. Budget pourtant indispensable à l'achat de matériel, à la mise en place de nouveaux trains TER et amorcer le développement du SERM de Rouen. **Le Conseil Régional joue avec l'argent public... et perd d'avance.**

Une décision imposée, une mobilisation nécessaire !

Ni les usagers, ni les agents, ni les élus locaux n'ont été consultés. Pourtant, les alternatives existent ! Tout d'abord, les moyens supplémentaires consacrés à l'opérateur privé pourraient servir à :

- **Renforcer le service public** en investissant dans les infrastructures et le personnel.
- **Développer une tarification sociale** pour rendre le train accessible à tous.
- **Revenir à un véritable public ferroviaire** pour reprendre la main sur la gestion des lignes.

Le Collectif Citoyen de Défense des Axes Sud Normandie, SOS Gares et Convergence Nationale Rail appellent à la mobilisation générale :

- **Protectez** contre la privatisation des étoiles normandes auprès des différents groupes politiques du Conseil Régional,
- **Participez aux mobilisations publiques** organisées dans les prochains mois notamment devant le Conseil Régional,
- **Exigez un référendum local** à organiser par le Conseil régional sur l'avenir du service public ferroviaire en Normandie.

Le train est un bien commun, pas une marchandise !

Le 24 Septembre 2025

Contacts presse : Philippe Denolle : 0688745823

Jean-Louis Dalibert Président de SOS Gares : 0787141632

Didier Le Reste Président de Convergence Nationale Rail : aa0608039182